GAUVRIT Christelle, *La société japonaise face au phénomène des burakku kigyô*

Mémoire de M2, sous la direction de Bernard THOMANN, Inalco, 2016,
138 p.

Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/cipango/5120>

DOI : 10.4000/cipango.5120

ISSN : 2260-7706

Éditeur

INALCO

Édition imprimée

Date de publication : 20 octobre 2021

Pagination : 347-348

ISBN : 9782858313969

ISSN : 1164-5857

Référence électronique

« GAUVRIT Christelle, *La société japonaise face au phénomène des burakku kigyô* », *Cipango* [En ligne], 24 | 2021, mis en ligne le 11 octobre 2021, consulté le 10 avril 2022. URL : <http://journals.openedition.org/cipango/5120> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/cipango.5120>

Cipango est mis à disposition selon les termes de la Licence Creative Commons Attribution - Pas d'Utilisation Commerciale 4.0 International.

GAUVRIT Christelle, *La société japonaise face au phénomène des burakku kigyô*

**Mémoire de M2, sous la direction de
Bernard THOMANN, Inalco, 2016, 138 p.**

Apparu au début des années 2000 sous l'impulsion de travailleurs en souffrance, le terme *burakku kigyô* ブラック企業 a toutes les raisons de nous interpeler. Très stigmatisant, il dénonce des « entreprises inhumaines », aux pratiques cruelles et souvent illégales. Aujourd'hui incontournable dans les médias traditionnels aussi bien que sur Internet, le terme *burakku kigyô* désigne un problème de société qui fait depuis quelques années l'objet de mesures de la part du gouvernement. Alors que les pratiques illégales existent de longue date dans les entreprises japonaises, l'apparition de ce mot pose une nouvelle question sociale et invite à se demander si la condamnation de ces entreprises est réellement la conséquence d'une dégradation sans précédent des pratiques de gestion, ou si le terme *burakku kigyô* n'est qu'une nouvelle appellation condamnant des pratiques ayant toujours existé.

Dans ce travail, nous avons voulu esquisser un premier portrait du problème des *burakku kigyô*. Pour cela, nous avons pris comme point de départ l'écho qu'il rencontre dans la société japonaise, en étudiant les différents types de discours sur la question : apparition et propagation du terme, et controverse autour de ce concept encore mal défini. Nous avons également cherché à comprendre les spécificités des entreprises ainsi qualifiées, pour étudier les pratiques susceptibles de causer la souffrance des salariés qui en arrivent à désigner leur entreprise par le mot *black*. Malgré la difficulté à cerner précisément ces entreprises, on peut avancer que si elles cristallisent autant les inquiétudes et les tensions, c'est parce que leurs pratiques provoquent une rupture du contrat moral qui, dans le modèle d'emploi « à la japonaise », lie l'entreprise et ses salariés réguliers. Les *burakku kigyô* ont

mis en place des pratiques de gestion visant à attiser la concurrence entre salariés et à favoriser des taux de *turnover* élevés, élaguant le modèle d'emploi traditionnel de ses aspects protecteurs pour n'en garder que le pouvoir disproportionné de l'employeur sur les salariés. Une caractéristique majeure commune aux entreprises visées est l'exploitation jusqu'à usure de la main-d'œuvre, en particulier des nouvelles recrues, souvent attirées dans ces entreprises après avoir été trompées sur les conditions de travail. La spécificité des *burakku kigyô* serait donc de rompre le consensus moral du modèle d'emploi « à la japonaise » concernant les salariés réguliers, jusqu'ici épargnés par la détérioration du marché de l'emploi.

Une approche socio-historique nous a permis d'identifier deux types de facteurs susceptibles d'avoir favorisé l'apparition de ces entreprises dans le contexte japonais. Nous nous sommes penchée d'une part sur des facteurs structurels tels que l'influence du paternalisme dans le modèle d'emploi « à la japonaise », la facilité à contourner le Code du travail ou encore la faiblesse de l'inspection du travail et du syndicalisme – qui participent de la longue histoire du non-respect du droit du travail par les entreprises japonaises –, et d'autre part, sur des facteurs contextuels liés à la crise économique des années 1990, tels que la montée de la précarité ou l'apparition de nouveaux secteurs dans lesquels les entreprises prospèrent grâce à des réductions de coûts sans précédent.

Dans un contexte de vieillissement de la population et de pénurie attendue de main-d'œuvre, les pratiques des *burakku kigyô* n'affectent pas seulement les jeunes employés par ces entreprises mais la société japonaise dans son ensemble. La question de ces entreprises inhumaines apporte un nouvel éclairage sur la précarisation des jeunes et interpelle le gouvernement, puisqu'elle touche désormais à des questions de biopolitique. Les mesures prises jusqu'ici par le gouvernement se sont avérées essentiellement répressives, alors que le droit existant peine déjà à être appliqué. Aussi, bien qu'elles permettent de sensibiliser l'opinion, la répression et la stigmatisation d'entreprises spécifiques ne peuvent avoir qu'une portée limitée. Alors que le gouvernement tâtonne encore, il sera intéressant d'observer comment, dans les mois et les années à venir, il intégrera le problème des *burakku kigyô* dans sa politique libérale.